

## L'Europe, l'Amérique, la guerre, un livre d'Etienne Balibar

Jean Jacques KIRKYACHARIAN\*

Balibar<sup>1</sup> a beaucoup publié et tous ses livres, même les plus techniquement philosophiques, entretiennent avec l'actualité un rapport intime. L'actualité, ce n'est pas "ce qui se passe", au sens littéral, c'est ce qui exige de notre part une intervention pertinente ; cela constraint le philosophe à poser les conditions de possibilité de l'action.

Tout le monde connaît les thèses de Marx sur Feuerbach, et beaucoup tiennent la dernière<sup>2</sup> pour l'acte de naissance de la pensée révolutionnaire. Balibar ne renie rien de cette leçon, de cette discipline a priori que constitue l'enseignement de Marx, mais son analyse le conduit sur le chemin d'une sorte de précepte inverse, qui serait : « il est temps de songer, si nous voulons sérieusement transformer le monde, aux concepts qu'il nous en propose une interprétation un peu plus active que celle de l'activisme a priori ».

L'interprétation, ici, n'est pas de la théologie déguisée, comme la pratiquent tant de paresseux, mais l'élucidation du contenu exigible de ces concepts. La vérité initiale du marxisme est bien là : l'histoire est déterminée en dernière instance par les luttes de classes, mais ce ne sont pas les formules d'hier qui peuvent nous instruire sur le devenir de notre présent. Balibar écrit dans les quelques pages d'introduction à ce livre : « j'ai voulu mettre à l'épreuve une conception du

rapport de la philosophie à l'actualité, qui impose d'articuler la réflexion sur l'événement lui-même avec l'énonciation du lieu d'où l'on parle ». L'examen critique ne se limite pas aux écrits et déclarations des publicistes, sociologues, politologues de droite, il faut aussi et surtout surmonter l'obstacle constitué par les formules courtes qui servent (et desservent) des sentiments généreux, voire de bonnes orientations. Ce livre a d'autant plus de valeur qu'il a été écrit à l'automne 2002, avant l'intervention militaire en Iraq — il n'a pas pris, une ride théorique — et qu'il est en constant dialogue avec d'autres penseurs, en particulier américains.

\*  
\* \*

Une forte demande est exprimée de la part d'intellectuels des USA, regardant avec espoir vers l'Europe. Les généralités ne peuvent pas plus nous abuser ici que les polémiques ubuesques qui ont fait tant de bruit depuis du côté "américain" comme de celui de la "France chiraquienne". Pour que l'universalité à laquelle tend l'intellectuel critique ne se réduise pas à une déclaration, il faudra qu'elle résulte d'une construction pratique.

A l'automne 2002, plusieurs intellectuels américains, voulant se démarquer du fanatisme idéologique ambiant, illustré par les Fukuyama, Huntington et autres — qui n'est pas avec nous est contre nous ! — en appellent à leurs amis et collègues "européens". B. Ackerman, de Yale, souhaite que les Etats européens aident l'Amérique "libérale" c'est-à-dire non conforme, en définissant rigoureusement "l'état d'urgence". I. Wallenstein, un proche de Balibar, souhaite que, pour faire éclater l'unilatéralisme, les Etats-Unis soient engagés avec l'Europe, le Japon, le Brésil et d'autres, à un "dialogue des égaux". Ainsi se reconstruirait un équilibre multipolaire. T. G. Ash, qui vit entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni, hanté par l'excès de pouvoir dont s'enorgueillit l'imaginaire américain, supplie l'Europe de constituer un contre-poids, car « tout pouvoir doit rencontrer un contre-pouvoir, ou alors il devient destructeur ». Quant à E. Said, il met en garde essentiellement contre la puissance grandissante du fondamentalisme aux Etats-Unis, qui, en rejoignant l'idéologie du conservatisme traditionnel peut déboucher sur des aventures terrifiantes :

\* Professeur de philosophie honoraire, membre de la présidence nationale du MRAP.

<sup>1</sup> Etienne BALIBAR, *L'Europe, l'Amérique, la guerre : réflexions sur la médiation européenne*, éd. la Découverte, Paris, 2003.

<sup>2</sup> « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; il s'agit maintenant de le transformer. ». K. M., *L'idéologie allemande*, Editions sociales, Paris, 1968.

« J'aimerais bien savoir quand l'Europe prendra conscience d'elle-même et se décidera à assumer le rôle de contre-poids que lui dictent sa taille et son histoire. Pendant ce temps, la guerre approche inexorablement ».

Ces auteurs et sans doute beaucoup d'autres personnes connues ou non, légitimement effrayées par l'unilatéralisme, demandent que l'Europe fasse contre-poids, ou qu'elle soit le lieu d'émergence d'une médiation avec le reste du monde. Ces deux images sont plausibles puisque l'Europe est potentiellement plus forte que les Etats-Unis et que la culture des Etats-Unis provient pour l'essentiel des pays qui les ont peuplés. Tout cela est réconfortant : aux Etats-Unis il y a des opposants et ils s'expriment. Mais, si on veut répondre à leur attente, il faut leur servir un plat un peu plus substantiel qu'une contribution de plus au *Monde diplo*, il faut sortir du domaine de l'opinion et voir en quoi pourrait consister cette Europe jusqu'ici mythique, à laquelle il est fait appel.

\*  
\* \*

Ces auteurs progressistes s'inscrivent dans une perspective stratégique, mais il ne manque pas de penseurs "de droite", sans même parler des journalistes et des politiciens, pour faire remarquer que l'Europe est connue, dans son passé peu lointain, comme une terre sur laquelle ont fleuri les injustices et les atrocités, et que son présent offre surtout le spectacle exemplaire de l'impuissance politico-stratégique. Par exemple, un certain M. Kagan, que cite Balibar, n'a pas de mal à rappeler aux prêcheurs de chasteté que leur parole ressemble fort à un aveu d'impuissance. Ce rappel méprisant à la réalité n'a pas à être écarté d'un revers de main. Nous entendons souvent des responsables en appeler aux "bonnes pratiques"... Celles-ci, si elles existent, méritent d'être fondées, sinon elles pourront toujours sombrer au premier coup de vent.

Il ne suffit pas d'être "bon", par exemple d'être contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, il faut encore que cette option positive, qui est produite par une réaction spontanée au "mal", s'enracine dans un ensemble de résistances, qu'elle réfléchisse à ses propres conditions de possibilité, s'oriente vers des objectifs à la fois

plausibles et ambitieux, dépassant l'actualité immédiate, et désignant l'actualité, le sens de l'idée qui tend à l'action.

L'échange d'opinions sur la situation mondiale va de soi, nous sommes dedans, mais ce n'est pas en poursuivant ce dialogue des opinions que nous déboucherons sur la dialectique, sur la connaissance des concepts. Platon avait raison, cette dialectique de l'action doit être l'objet d'une réflexion avant tout théorique, spécifiquement théorique. Qu'est-ce que cette Europe dont on attend qu'elle soit la médiation si nécessaire entre l'unilatéralisme arrogant et le reste du monde abandonné au n'importe quoi ? Il faut admettre que cette Europe n'a pas d'identité, qu'elle n'est pas non plus une puissance, mais une frontière et même un lieu où se rejoignent plusieurs frontières, dont certaines sont bien connues, alors que d'autres cherchent à se faire reconnaître.

Si l'Europe n'est pas une identité, elle pourrait être une action. Il faut explorer — je cite E. Balibar — « une voie dans laquelle la puissance ne précède pas l'action, mais en résulte plutôt ». Et même en considérant son passé peu édifiant, l'Europe apporte quelque chose qui transcende son histoire, elle est devenue « une aire culturelle qui a été conduite par des luttes de classes aiguës à la reconnaissance institutionnelle des droits sociaux comme droits fondamentaux, et cela à un degré jamais atteint dans le monde ».

C'est en fonction de cette réponse critique que Balibar fait apparaître de nouveaux concepts comme celui d'un nouveau régime de la puissance, qui serait essentiellement relationnel, ou encore d'une anti-stratégie.

Tout résumé appauvrit la pensée, en mettant entre parenthèses l'essentiel de son mouvement, en s'attachant à pointer les résultats. Il faudrait montrer le va-et-vient entre l'actualité de la pensée et la prise en compte de l'actualité et de sa force propre. Par exemple Balibar subvertit l'idée de "l'euro-méditerranée", formule pompeuse qui ne recouvre pas grand-chose de progressiste. Sur cette frontière où nous vivons, qui est en quelque sorte notre être-historique, les actions au Sud et au Nord donneront (à cette idée) un autre contenu que celui du néocolonialisme, un contenu populaire.

Toute cette discussion se déroule en un moment particulier de notre histoire où, de l'aveu général, quelque chose est en train de basculer. Le miroir des événements nous est tendu pour que nous efforçons de penser juste ; il y a l'atrocité, les violences internes et externes, et le ronronnement de l'inféale machine à décerveler... Mais il faut continuer à agir et à travailler.

L'autre de la philosophie, c'est l'objet même, et pas question de nous réfugier dans l'idéalisme, même si Platon peut encore nous instruire beaucoup ; Balibar a raison de dire que seul le peuple américain pourra désarmer l'unilatéralisme américain. Mais il exprime aussi avec force le refus de l'activisme, contresens majeur qui a servi si longtemps comme encouragement à la paresse de la pensée.

\*

\* \*

La seconde partie développe plusieurs éclaircissements ; elle se compose elle-même de deux parties : une discussion avec Bertrand Ogilvie et l'examen de l'influence de plusieurs politologues américains. C'est l'occasion pour l'auteur de mettre à l'épreuve des concepts présentés dans la première partie, à la faveur d'une confrontation avec les événements que nous vivons aujourd'hui.

De la discussion avec Ogilvie, je retiens surtout l'élucidation de l'inversion que Balibar fait subir à la Onzième Thèse sur Feuerbach : on a passé beaucoup de temps à essayer de transformer le monde, le temps est venu de l'interpréter ! Diable, Balibar serait-il converti à la social-démocratie et à l'idéalisme qui lui est consubstantiel ?

Il s'explique clairement là-dessus : l'injonction d'interpréter le monde fait référence à l'idée de la philosophie comme traduction, idée tout à fait matérialiste (au point qu'on peut la tenir pour centralement significative de la tendance matérialiste en philosophie).

Naturellement, il faut se souvenir que la traduction produit toujours un texte différent de ce que à quoi elle se réfère. La pensée juste ne traduit pas terme à terme le "texte" des événements, ce qui nous renverrait à l'empirisme vulgaire, ou, au mieux, à Epicure avec ses simulacres. L'enchaînement des idées n'est pas celui des choses, donc même s'il n'y a qu'un seul référent

global, "le monde", ou "l'infini", ou "dieu". Le monde en tant qu'infinité des choses est riche d'opacités à l'infini, alors que le monde des concepts s'efforce d'être aussi transparent que possible. Le questionnement philosophique, la volonté d'intelligibilité, toujours en décalage, sont toujours aussi contraignants, sauf pour les fainéants de la pensée, jamais fatigués de ressasser les litanies.

La théorie est toujours décalée, mais il faut que ce décalage se situe "vers l'avant", vers l'encore-indéterminé, l'aventure, la difficulté toujours inédite. Messieurs les interprétres<sup>1</sup>, vous ne savez en fait rien du texte dont vous êtes les pieux gardiens ; le texte exige d'être traduit, ne serait-ce qu'un peu, dans une langue qui soit la vôtre et que d'autres comprennent. Il faudrait ici, pour être complet, dire quelques mots de la théorie des beaux-arts, telle qu'Aristote l'a esquissée. Si on pense au prodigieux foisonnement de chefs d'œuvres qui sont apparus au XX<sup>ème</sup> siècle, on voit bien qu'ils ont tous un rapport, lointain mais réel, articulé avec "la crise générale du capitalisme" ; mais répéter la formule, c'est en nier la fécondité. On peut même affirmer que le marxisme a été beaucoup plus vivant, à l'époque des réunions de cellules, dans les discussions "de base" que dans les gros pâtes de généralités. Cela ne récuse pas la vérité telle que les exposés généraux la véhiculent : c'est la connaissance par les causes, mais il faut aller de ces causes à ces effets qui sont là, et à ces autres effets à produire, pour qu'il y ait connaissance.

Pour parler spinoziste, encore une fois, c'est la connaissance du troisième genre qui fonde l'imaginaire comme tel, et la science générale en tant que telle. Il n'y a qu'un monde, et seuls les délires peuvent croire qu'ils vivent dans la réalité des idées. Même les images, les passions, les mythes, se traduisent les uns des autres. Et il y a aussi ceux qui ne connaissent que par l'enchaînement des causes, ce sont les doctrinaires, ils peuvent tout réciter du "marxisme". L'effort propre de la connaissance, c'est la pensée de la chose singulière, la dialectique, le spéculatif, le "philosophique".

<sup>1</sup> Cette vacherie est due à B. Ogilvie : c'est un risque réel.

Les éclaircissements qui constituent la fin du livre, intrinsèquement intéressants, ne sont pas tous du même intérêt théorique ; il en est qui relèvent plus de l'histoire (par exemple sur la doctrine de Monroe) que de la théorie politique. Ou encore, on trouve une discussion sur la notion de "guerre juste", que des intellectuels américains ressuscitent pour l'opposer à celle de "guerre sainte". La guerre juste serait due à Saint Augustin, alors que la guerre sainte d'Al Qaida et autres ne se comprend que par la confusion du spirituel et du temporel ; l'islam n'est pas parvenu à établir cette distinction, ...etc. (on peut renvoyer là-dessus à Auguste Comte). E. Balibar discute aussi un article du philosophe allemand Peter Slojterdijk, lequel veut souligner que l'idée d'une identité "européenne" distincte de "l'américaine" conduit à l'impasse, mais Balibar a déjà tout dit à ce sujet dans la première partie du livre. Une discussion avec le philosophe Robert Kagan est plus instructive car elle contribue à démonter les illusions d'un "européisme" non philosophique, opposant "puissance matérielle" à "puissance spirituelle" ; les "Européens" seraient des idéalistes, donc hypocrites, et auraient oublié l'essentiel de leur propre histoire, faite de violences et d'oppressions, ainsi que tout ce que Marx en a révélé ; ils se tiendraient généralement sur le front du droit alors que l'histoire réelle existe toujours, déterminée par les conditions d'existence matérielles (c'est Guy Mollet critique de De Gaulle). Les Européens vivraient dans un monde kantien imaginaire, alors que les Américains vivent dans les rapports de puissance (en anglais, *Power* signifie à la fois la réalité étatique et la violence dont il a le monopole, en allemand *die Macht*). Bon, ça rafraîchit un peu d'entendre parler l'idéliste franc dénonçant l'hypocrisie des autres... mais précisément Balibar parle au nom d'une politique à inventer, politique de l'impuissance dont le "pouvoir" serait de "déconstruction".

Il résume ainsi quelques pages d'un article de Michel Foucault (*Le sujet et le pouvoir*) :

« Aucune puissance se manifestant socialement comme pouvoir n'est en tant que telle la "propriété" ou la caractéristique, même historiquement produite, d'une individualité ou d'un sujet. Mais elle est l'effet, intrinsèquement fragile, d'une relation constitutive à des résistances,

voire à des virtualités de résistance, dont elle sait ou non tenir compte. »

Effectivement Kagan suppose que la puissance américaine appartient en propre aux Etats-Unis, c'est-à-dire que l'Amérique est un sujet, ce qui est loin d'être le cas, et à moins d'arriver à une sorte de fascisme, les Etats-Unis sont incapables de dénouer les rapports internes et externes qui les constituent. L'impérialisme américain est en réalité un nœud de contradictions, il n'est pas le démiurge de l'histoire.

Quelques pages sont consacrées à la doctrine de Monroe, dont l'intérêt essentiel est de montrer que les velléités "souverainistes" de certains (suivez mon regard) ne se démarquent pas sérieusement de l'idée de Carl Schmitt qui cherchait déjà pour l'Europe un "peuple guide" — on sait ce que cela a donné. Plus importante est la discussion de Monique Chemillier-Gendreau dans *Le Monde diplomatique* de décembre 2002 : en effet, l'éminente juriste propose, pour faire face à l'offensive unilatérale des Etats-Unis, de reprendre l'ensemble du problème du rapport entre droit et politique. De même que l'affirmation du droit des peuples a renversé la validité du colonialisme, une autre idée du droit international pourrait renverser la violence de l'ordre impérial, et sauverait en même temps l'ONU de l'abîme dans lequel on voudrait la faire sombrer. Pour résumer la discussion d'un texte lui-même dense, il faudrait réécrire le tout, mais on peut au moins dire qu'il s'agit de refonder le droit tout entier, à partir d'une nouvelle idée des normes, qui devraient être des règles de droit impératif général, relevant elles-mêmes de principes universels. Je ne peux m'empêcher de penser à une séance de la dernière session de la Commission des droits de l'homme, où, devant une assistance médusée, le représentant américain s'est élevé contre l'idée d'un droit à l'alimentation, qui serait une absurdité car s'il existait un tel droit, les Etats seraient contraints d'en assurer la réalisation. Superbe ! On ne saurait mieux dire ou plutôt avouer que le droit international, le droit dans son ensemble, réclame un effort de refondation, la mise en place d'institutions contraignantes, qui, difficulté supplémentaire, n'auraient pas la forme d'un Etat. On peut dire, d'ailleurs, que la fondation des institutions de l'ONU répondait à un souci du même genre, mais que la suite des événements, jusqu'à nos jours, n'a

fait que dénaturer l'existence et l'action de l'organisation internationale, au point que beaucoup s'empressent de prophétiser sa mort prochaine. Mais précisément cette choquante collusion entre les intérêts des Etats et les intérêts du marché capitaliste, devenue évidente aux yeux du plus grand nombre, rend possible (au moins théoriquement) une refondation, qui pourrait sortir du royaume des possibles si une dialectique se mettait en marche entre « le droit » et la politique : ce ne serait pas une affaire facile, certes, dans notre monde de conflits, d'inégalités, d'injustices... Mais pourquoi cela devrait-il être facile ?

Balibar met en rapport les thèses de Monique Chemillier-Gendreau et celles d'un juriste italien que je n'ai pas lu, mais qui semble intéressant, L. Ferrajoli. En gros, la « police » ne doit pas être confondue avec la guerre, ce qui suppose l'existence d'une instance supérieure à celle des instruments de violence (le Tribunal en est la figure emblématique). Une telle police ne peut ignorer les problèmes politiques engendrés par le sous-développement ; la sécurité, ici comme ailleurs, n'est possible que comme l'une des faces d'un ordre public caractérisé par la satisfaction des besoins fondamentaux.

Le lecteur peut se demander où au juste se situe la pointe de l'analyse de l'auteur : est-ce une analyse *a priori*, comme une ontologie régionale de Husserl, ou comme les analyses du livre premier du Capital ? A mon avis c'est encore autre chose puisqu'il s'agit de la définition des conditions de possibilité requises pour la solution du problème de l'ordre international. Pour moi, l'analyse purement juridique offre une orientation qu'il faut viser en permanence si l'on veut avancer vers la solution proprement politique ; c'est un essai pour indiquer où pourrait se trouver cette fameuse norme de la norme, sans pour autant retomber dans l'idéalisme. Je cite ici Balibar : c'est « la question de savoir ce que pourrait être une politique sans souveraineté ». Il est significatif que Ferrajoli comme Chemillier-Gendreau « se portent aux limites du droit, en reposant la question de savoir quelle place la norme juridique doit occuper dans la politique ».

Dans l'immédiat, M. Chemillier-Gendreau suggère de développer par tous les moyens le soutien aux tribunaux internationaux. Balibar avance ici

quelques difficultés, dans une discussion passionnante qu'il serait dommage de résumer, mais qui conclut à demander que la politique vise, parmi ses buts, la formation de ses propres sujets nouveaux.

Je laisse de côté les pages consacrées au « théorème de Machiavel », c'est-à-dire à la démocratie conflictuelle, ainsi qu'une critique de la prétention américaine à la souveraineté universelle, car il s'agit ici davantage de politique que de théorie.

J'en viens à Huntington, à son choc des civilisations, à la nouveauté (réelle ou prétendue) de ses thèses. Je ne le cache pas : ça me paraît faible dans le contenu, et astucieux dans l'argumentation. Il y a eu des précédents illustres du temps de Socrate, et après lui.

Huntington emprunte à Carl Schmitt l'idée de civilisation, comme idée rectrice de la géopolitique. La limite du concept étant élastique, il est normal qu'il tente les essayistes. L'originalité de Huntington est d'avoir cherché dans l'esprit religieux le critère de distinction des ensembles civilisationnels (là aussi, Auguste Comte aurait pu lui servir de guide, mais cela aurait pu le gêner pour la définition de l'ensemble occidental, composé de pays catholiques et de pays protestants, sans compter qu'Israël...). Bref, l'occident est une aire civilisationnelle : il se réfère à « la démocratie », à l'économie de marché, au spiritualisme biblique. Huntington reprend aussi l'idée de Carl Schmitt selon laquelle l'autre est un ennemi, qu'il faut sacrifier comme tel, car la distinction entre « l'ami » et « l'ennemi » est au centre de la politique (proposition historico-sociologique d'une grande banalité).

Il y a donc actuellement trois zones de civilisation : l'occidentale, la zone asiatique, dominée par la Chine, et la zone arabo-musulmane. La zone asiatique est réglée par le conservatisme, et l'occident doit avoir à son égard une attitude de neutralité : car même le développement actuel (et futur) de la Chine s'effectue dans l'ordre et la discipline. Mais l'espace arabo-musulman pose problème, car il est composé d'Etats rivaux, incapables de se donner eux-mêmes un leader étatique, et son unité est celle de l'Umma, espace qui ignore les frontières étatiques et même, à ce qu'on dit, les distinctions sociales. On peut donc

affirmer que les Etats qui composent ce monde demeureront entre eux dans des rapports de violence, alors même que leur espace spirituel s'étend en droit à l'infini, ignorant toute frontière quelle qu'elle soit. On voit que l'identité religieuse est, selon Huntington, fondamental, elle est le critère méta-politique par excellence.

Balibar propose plusieurs longues citations du livre de Huntington, qui tendent à nuancer cette tripartition, et surtout à montrer que l'équilibre Chine / Etats-Unis ne conduira pas à une guerre atomique mondiale, si du moins les dirigeants font preuve d'un sens politique élémentaire : on ne recommencera pas la guerre du Vietnam, ni celle de Corée. Le conflit fondamental est celui de la fracture civilisationnelle, ce n'est plus celui de la "guerre centrale d'Etat". On doit accorder à Huntington le mérite d'avoir saisi que la "guerre" entre l'Occident et le monde arabo-musulman doit plutôt être appelé une quasi-guerre (avec le terrorisme aveugle d'un côté et le terrorisme intelligent de l'autre, avec ses frappes chirurgicales). On peut même dire que, dès 1996, il prévoyait les événements de 2002/03 ainsi que leurs possibles développements ultérieurs grâce à la miniaturisation et à la construction artisanale d'armes de destruction massive. Tout cela n'est guère instructif, sauf négativement : car il est clair que cet auteur, comme bien d'autres idéologues, procède par simplifications massives et omissions des difficultés. La religion joue son rôle d'unification de la réalité sociale, et d'autre part il est peu probable que les Etats regroupés sous la catégorie "occidentale" accepte de jouer perpétuellement la même partition. Huntington est intéressant parce qu'il dit habilement ce que des politiciens disent bêtement. Par exemple on voit bien en lisant le livre de Balibar qu'il a été procédé à la substitution du mot de **fracture** à celui de **frontière**, lequel doit aussi faire l'objet d'une réappropriation, si l'Europe, par exemple, doit se penser elle-même comme frontière — et pour aller plus vite, si l'on doit éliminer les mythes identitaires au profit d'une réappropriation des frontières qui nous traversent. A l'époque de leur expansion vers l'Ouest et vers le Sud, les Etats-Unis se définissaient volontiers comme en quête de frontière, et Kennedy a repris le mot, on s'en souvient, pour résumer son programme électoral d'intégra-

tion des minorités (ils ont du pain sur la planche !). En tout cas, l'importance de la population hispanophone à l'intérieur, les résistances croissantes des pays latino-américains, donnent une portée nouvelle à cette idée d'Etre-frontière. La droite conservatrice, associée au fondamentalisme délivrant, ce n'est pas l'Amérique, malgré les efforts de quelques idéologues pour hisser le conformisme au niveau des vérités théoriques.

J'ai appris beaucoup à lire les textes cités, car mon premier mouvement consiste le plus souvent à rejeter ce qui ressemble à du journalisme de droite ; j'ai tort, il faut s'attendre à ce que l'adversaire soit astucieux dans ses formulations. **Pour n'être pas une science, la sophistique n'en est pas moins un art, sinon, comment pourrait-elle être flatterie ?** La flatterie ne consiste pas à faire de bons plats, mais il lui faut savoir faire de bons plats et proposer des savonnettes parfumées, car tout cela est bon ! La flatterie prétend que la cuisine et la parfumerie sont les sciences de la santé. Rappeler Gorgias (462-465), ce n'est pas sans doute clore le chapitre du faux en politique, de l'idéologie, mais aller y voir, c'est déjà en percevoir la difficulté.

*Il est temps de terminer cette recension, marquée ça et là par mes réactions personnelles. Deux textes concluent le livre, essentiellement politiques, d'une densité telle qu'il faudrait les recopier sur une colonne et donner un commentaire en vis-à-vis sur l'autre colonne. Le premier porte sur l'Europe-frontière, en quête de la démocratie qui incarnerait réellement la fonction de médiation que sa propre histoire lui assigne : il y est évidemment question de "l'immigration". Le second porte sur l'ONU, comme lieu possible d'une nouvelle universalité (pas celle de l'humanitaire !), d'une dialectique entre le régional et le mondial.*

*J'espère que cette dérobade poussera beaucoup de ceux qui auront lu cet article à se procurer le livre, pour "savoir la fin". Mais je ne peux clôturer sans exprimer ma reconnaissance à ceux qui l'ont écrit, car si le propre de la philosophie est de donner à penser, ce livre est vraiment philosophique. J'espère avoir été ici, dans la mesure de mes moyens, un médiateur.*